

H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	AGRI.	LEGAL	FIN & DEV.	SCI & ENE.	SUP. AG.	ADM.	C.F.		

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.  
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
REF: 19:08 23-09-83 000016192 - 000017532

TELEX NO 156646-SG BERL 11/51

TELEX HEBDOMADAIRE NR 139 DU 23.9.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS. 432

1. INTRODUCTION

PREPARATION CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES

1.1. QUATRIEME 'CONSEIL SPECIAL' (20 SEPTEMBRE)

UNE GRANDE PARTIE DU CONSEIL A ETE CONSACREE A UN TOUR DE TABLE SUR LE FINANCEMENT FUTUR DES COMMUNAUTES.

LE PRESIDENT VARFIS A CONSTATE QUE, SOUS RESERVE DE L'APPRECIATION GLOBALE DE L'ENSEMBLE DES 'VOLETS' RETENUS A STUTTGART, UN RELEVEMENT DU 'PLAFOND' DE LA TVA ETAIT LA SEULE FORMULE ENVISAGEE PAR LES DELEGATIONS POUR ASSURER A LA COMMUNAUTE D'EVEN- TUELLES RESSOURCES NOUVELLES.

IL A INCITE LES DELEGATIONS A APPROFONDIR LA POSSIBILITE D'UN SYSTEME MIXTE COMBINANT UNE MODULATION D'UNE PARTIE DES RECETTES (TVA) AVEC UN CORRECTIF SUR LES DEPENSES (SUGGESTION DANOISE D'UN FONDS DE CONVERGENCE). L'ENSEMBLE DES OPTIONS, Y COMPRIS LE 'SAFETY NET' PROPOSE PAR LE ROYAUME-UNI, RESTE SUR LA TABLE ET SERONT REEXAMINEES A LA SESSION DES 10/12 OCTOBRE A ATHENES. EN INTRODUISANT LE DEBAT SUR LES POLITIQUES NOUVELLES, LES DIF- FERENTS MINISTRES ONT SOULIGNE LA TRES GRANDE IMPORTANCE QU'ILS ATTACHENT TOUS A CE 'VOLET' DE LA NEGOCIATION. LES MEMORANDUM ALLEMAND, BRITANNIQUE ET FRANCAIS ONT ETE PRESENTES ET CHAQUE DE- LEGATION A FAIT VALOIR SES PRIORITES. LE CONSEIL A DEMANDE A LA COMMISSION(ET CELA A ETE ACCEPTE PAR M.DAVIGNON) DE LEUR SOUMET- TRE, DES LA SEMAINE PROCHAINE, UNE PROPOSITION SUR LES DECISIONS PRIORITAIRES A SELECTIONNER POUR ETRE INCLUSES DANS LE 'PAQUET' D'ATHENES.

M. DAVIGNON COMPTE EGALEMENT S'ENTREtenir DE CE DOSSIER AVEC LES MINISTRES DE L'INDUSTRIE QU'IL RENCONTRE LE 24 SEPTEMBRE A ATHE- NES.

1.2. CONTRIBUTIONS NOUVELLES DE LA COMMISSION

LA COMMISSION DOIT FINALISER INCESSAMMENT UNE PROPOSITION VISANT A L'INTRODUCTION D'UNE TAXE NON DISCRIMINATOIRE DE 7,5 ECUS/100KG AVEC EFFET AU 1 JANVIER 84 SUR LES HUILES VEGETALES ET LES GRAISSES ANIMALES AUTRES QUE LE BEURRE.LE TAUX A ETE FIXE A UN NIVEAU EN RAPPORT AVEC LES MESURES PRISES OU A PRENDRE DANS LE SECTEUR LAI- TIER OU LA COMMUNAUTE S'EST DEJA ENGAGEE DANS UNE POLITIQUE DE CON- TROLE DE LA PRODUCTION DES MATIERES GRASSES BUTYRIQUES PAR LE BIAIS DES PRELEVEMENTS DE CORRESPONSABILITE, DES SEUILS DE PRODUCTION ET DES PRELEVEMENTS SUPPLEMENTAIRES RESULTANT DE LEUR DEPASSEMENT.LA COMMISSION A RENVOYE A HUITAINE,POUR DELIBERATION FINALE,LES DOS- SIERS SUR LA POLITIQUE STRUCTURELLE AGRICOLE.

CONCERNANT LES FONDS STRUCTURELS, LA COMMISSION ETUDIERA LA SEMAINE PROCHAINE UN DOCUMENT SUR LE FEDER DESTINE AU GUP ET AU CONSEIL SPECIAL.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1. FONDS SOCIAL :

AU TERME DE SIX HEURES DE DISCUSSION ET DE SUSPENSION, LA COMMIS- SION DE CONCERTATION AVEC LE PARLEMENT A CONSTATE QU'ELLE N'E- TAIT PAS EN MESURE DE PARVENIR A CE STADE A UN ACCORD MALGRE UN RAPPROCHEMENT IMPORTANT DES POINTS DE VUES. IL N'A PU NOTAMMENT ETRE DONNE SATISFACTION A LA PRINCIPALE DEMANDE DU PARLEMENT QUI SOUHAITAIT ETRE CONSULTE PAR LA COMMISSION AVANT QUE CELLE-CI

ADOpte SES ORIENTATI ONS POUR LA GESTION DU FOND  
LA MISE EN OEUVRE DE LA REFORME EN 1984 POSTULE L'ABOUTISSEMENT  
DE CETTE PROCEDURE TRES PROCHAINEMENT.

## 2.2. COMPENSATION ROYAUME-UNI

-----

LA DELEGATION BRITANNIQUE A REAFFIRME, LORS DU CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES', QUE SON PAYS CONSIDERE COMME INACCEPTABLE LA DECISION DU DERNIER CONSEIL 'BUDGET' QUI A ARRETE LA COMPENSATION BUDGETAIRE SUPPLEMENTAIRE A VERSER AU ROYAUME-UNI AU TITRE DE L'EXERCICE 1982, EN INVOQUANT LES DISPOSITIFS DU RISK SHARING (TELEX DU 27 JUILLET). LES EFFORTS DE LA DELEGATION BRITANNIQUE POUR REOUVRIR LA DISCUSSION ONT RENCONTRE L'OPPOSITION UNANIME DES AUTRES DELEGATIONS.

## 2.3. AIDES D'ETAT

-----

LA COMMISSION A DECIDE DE RENFORCER SON CONTROLE DES AIDES D'ETAT ET D'INSTAURER DES SANCTIONS EN CAS D'AIDES OCTROYEES ILLEGALEMENT. ELLE CONSTATE EN EFFET QUE LES CAS DE NON-NOTIFICATION OU DE NOTIFICATION TARDIVE OU D'OCTROI D'AIDES AVANT QUE LA DECISION FINALE DE LA COMMISSION AIT ETE PRISE, SONT DE PLUS EN PLUS FREQUENTS. LES CAS DE NON-RESPECT DE LA DECISION DE LA COMMISSION DEMANDANT LA SUPPRESSION D'UN REGIME D'AIDES CONSIDERE COMME INCOMPATIBLE AVEC LE MARCHÉ COMMUN, ONT EGALEMENT CESSÉ D'ETRE ISOLEES.

## 3. RELATIONS EXTERIEURES

-----

### 3.1. USA : 'UNITARY TAXATION'

-----

LA DELEGATION BRITANNIQUE A ATTIRE L'ATTENTION DU CONSEIL (A.G.)

SUR LA PRATIQUE PREJUDICIABLE QUI S'ETEND DANS CERTAINS ETATS DES USA DE TAXER LES FILIALES ETRANGERES EN TENANT COMPTE DES PROFITS REALISES AU PLAN MONDIAL PAR LA SOCIETE-MERE ET FORMULE L'ESPOIR QUE LES ETATS MEMBRES SAISISSENT L'ADMINISTRATION AMERICAINE DE CE PROBLEME POUR QU'ELLE INTERVIENNE.  
LE CONSEIL A INVITE LES INSTANCES COMMUNAUTAIRES A EXAMINER CETTE QUESTION SANS DELAI.

### 3.2. SUISSE

-----

LE CONSEILLER FEDERAL SUISSE KURT FUGLER, CHEF DU DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, S'EST RENDU EN VISITE OFFICIELLE LE 22 SEPTEMBRE A LA COMMISSION, A L'INVITATION DE CELLE-CI. IL S'EST ENTRETENU AVEC LE PRESIDENT THORN ET LES VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP, NATALI ET DAVIGNON. LES ENTRETIENS ONT PORTE SUR LES RELATIONS SUISSE-COMMUNAUTE, SUR L'ACCROISSEMENT DE LA COOPERATION, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE, SUR LE RENFORCEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR ET SUR L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE. L'ACCENT A ETE MIS DE PART ET D'AUTRE SUR LA NECES-SITE DE RENFORCER LA SOLIDARITE QUI EXISTE ENTRE LA SUISSE ET LA COMMUNAUTE, AINSI QUE LA COOPERATION A LA FOIS DANS LE DOMAINE COMMERCIAL ET MONETAIRE. TOUS LES INTERLOCUTEURS ONT SOULIGNE DE PLUS LES BIENFAITS DU LIBRE-ECHANGE ET L'OBLIGATION DE LES PRESERVER.

### 3.3. GROENLAND

-----

CONSEIL 'DE TRANSITION' EN ATTENDANT LES PROPOSITIONS ATTENDUES DE LA COMMISSION SUR LA PECHE POUR LA FIN DE CE MOIS ET LE GRAND DEBAT PREVU POUR LA SESSION DE NOVEMBRE.

### 3.4. ALGERIE

-----

UNE MISSION CONJOINTE CEE ET BEI S'EST RENDUE A ALGER DU 12 AU 14 SEPTEMBRE EN VUE D'IDENTIFIER DES PROJETS POUVANT ETRE FINANCES DANS LE CADRE DU 2EME PROTOCOLE FINANCIER. LES CONTACTS QUE LA MISSION A EUS AVEC LES AUTORITES ALGERIENNES PERMETTRONT DE FIXER DANS LES TOUS PROCHAINS MOIS UN PROGRAMME PRECIS DE PROJETS.

### 3.5. NEGOCIATIONS ACP-CEE

-----

LE CONSEIL A ADOPTE LE MANDAT . SEUL POINT DE SUBSTANCE ENCORE DISCUTE, LA CREATION D'UNE RESERVE D'APPUI COMME ELEMENT

D'INCITATION DESTINE A SOUTENIR DES POLITIQUES SECTORIELLES DEFINIES PAR LES ETATS ACP : ACCORD ASSEZ LARGE DU CONSEIL POUR UNE RESERVE, MAIS NUANCE PAR RAPPORT AU DETAIL DE LA PROPOSITION DE LA COMMISSION. LE COREPER A ETE CHARGE DE FORMULER UN TEXTE

POUR INCLUSION DANS LE MANDAT.

PAR RAPPORT A L'ANALYSE FAITE DANS LE TELEX NR 135 DU 20 JUILLET UN CHAPITRE 'ORIENTATIONS SECTORIELLES' A ETE AJOUTE AU MANDAT. IL CONCERNE :

- LA COOPERATION AGRICOLE ET L'ALIMENTATION : REVITALISATION ET DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE RURALE ET DES SOCIETES RURALES, APPUI AUX STRATEGIES ALIMENTAIRES,
  - LA COOPERATION INDUSTRIELLE : APPUI NOTAMMENT AUX PME INDUSTRIELLES ET ARTISANALES, DEVELOPPEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR, RÔLE IMPORTANT DE L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE,
  - L'ENERGIE: SOUTIEN A DES POLITIQUES VISANT LA REDUCTION DE LA DEPENDANCE ENERGETIQUE DES ACP,
  - LES MINES : ENCOURAGEMENT A LA PROSPECTION ET A LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINIERES ACP,
  - LA PECHE MARITIME : EN FAVEUR D'ACCORDS BILATERAUX DE PECHE ENTRE LA COMMUNAUTE ET TOUS LES ETATS ACP COTIERS.
- PARTICIPERONT AUX NEGOCIATIONS QUI S'OUVRIENT LES 6 ET 7 OCTOBRE A LUXEMBOURG, OUTRE LA COMMUNAUTE, LES 63 ETATS ACP MEMBRES DE L'ACTUELLE CONVENTION PLUS L'ANGOLA ET LE MOZAMBIQUE.

### 3.6. INDE

-----

MR NARASIMHA RAO, MINISTER FOR EXTERNAL RELATIONS OF INDIA VISITED THE COMMISSION ON 19TH AND 20TH SEPTEMBER, THE FIRST TIME AN INDIAN FOREIGN MINISTER HAS DONE SO. HE HAD EXTENSIVE DISCUSSIONS WITH THE PRESIDENT, VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP AND DAVIGNON AND MR ANDRIESEN.

THE MEETINGS CENTRED ON THE FORTHCOMING INFORMAL MEETING INITIATED BY PRIME MINISTER GANDHI IN THE MARGINS OF THE UN GENERAL ASSEMBLY AIMED AT PROGRESSING ISSUES DISCUSSED AT UNCTAD VI AND OTHER INTERNATIONAL FORA IN WHICH THE PRESIDENT THORN WILL PARTICIPATE. IN PARTICULAR HE PRESSED FOR COMMISSION SUPPORT FOR THE PROPOSED CONFERENCE ON INTERNATIONAL MONETARY MATTERS AND A RESOLUTION OF THE MORE URGENT PROBLEMS OF THE DEVELOPING COUNTRIES IN THE IDA AND IMF CONTEXTS. BOTH SIDES AGREED TO KEEP IN TOUCH ON QUESTIONS OF MUTUAL INTEREST.

MRS. GANDHI HAS MET THIS WEEK PRESIDENT IN OFFICE PAPANDREOU IN ATHENS EN ROUTE FOR NEW YORK.

IN THE DISCUSSIONS WITH MR HAFERKAMP IT WAS AGREED THAT THE INDIAN AND COMMUNITY DELEGATIONS SHOULD, AS AT BELGRADE, CONSULT CLOSELY IN THE UNCTAD EXPERTS GROUP IN GENEVA. WERE ALSO DISCUSSED THE GENERAL POLITICAL SITUATION IN THE REGION AND THE DESIRABILITY OF CLOSE COLLABORATION ON SOLAR ENERGY, RESEARCH, COMMUNITY SUPPORT FOR SOUTH ASIAN REGIONAL COOPERATION (150.000 DOLLARS SONT OFFERTS A CE GROUPEMENT PAR LA COMMUNAUTE POUR DES PROJETS ENERGETIQUES, UNE MEME SOMME EST OFFERTE POUR 1984 DANS UN CADRE PLUS GENERAL).

### 3.7. AMERIQUE LATINE

-----

LE CONSEIL DU SELA - REUNI EN SA SESSION ANNUELLE A CARACAS LE 22 SEPTEMBRE - A ADOPTE UNE DECISION RELATIVE A LA REPRISE DU DIALOGUE CEE/GRULA. PAR CETTE DECISION, LE SELA :

-EXPRIME SA VOLONTE POLITIQUE DE REPRENDRE LE DIALOGUE INTERROMPU,

-DEMANDE AUX PAYS DU SELA QUI PARTICIPENT AU DIALOGUE DE PRENDRE EN CONSIDERATION LES RECOMMANDATIONS DES EXPERTS DU SELA (ETABLIES A BUENOS AIRES EN MAI) DE MANIERE A LES UTILISER EN TANT QU'ORIENTATIONS DANS LES TRAVAUX QUI SE DEVELOPPENT DANS LE CADRE DU DIALOGUE.

IL EST RAPPELE QUE LE DIALOGUE A ETE INTERROMPU PAR LE GRULA LORS DE LA CRISE DE L'ATLANTIQUE SUD. AU MOIS DE MAI, UN GROUPE D'EXPERTS DU SELA A PRESENTE DES RECOMMANDATIONS POUR LA REPRISE DU DIALOGUE EN LA CONDITIONNANT A L'ACCEPTATION DE 3 CRITERES :

- NON-APPLICATION DE MESURES COERCITIVES A CARACTERE ECONOMIQUE.
- NON-INGERENCE DANS LES AFFAIRES INTERIEURES DES ETATS.
- NON-DISCRIMINATION ENTRE LES ETATS.

EN OUTRE, LES EXPERTS DEMANDAIENT QUE LE DIALOGUE DEVIENNE UNE ENCEINTE DE NEGOCIATIONS.

LA COMMISSION, EN ACCORD AVEC LES ETATS MEMBRES, A FAIT SAVOIR, AU DEBUT DE JUILLET, QUE L'ADOPTION TELLE QUELLE DES RECOMMANDATIONS DE LA PART DU CONSEIL DU SELA AURAIT CONSTITUE UN OBSTACLE MAJEUR A LA REPRISE DU DIALOGUE.

LA DECISION DU CONSEIL DU SELA N'A PAS DIRECTEMENT ENTERINE LES RECOMMANDATIONS DES EXPERTS MAIS DEMANDE SEULEMENT QUE LE GRULA EN TIENNE COMPTE EN TANT QU'ORIENTATIONS. IL S'AGIT D'UNE SOLUTION HABILE POUR SORTIR DE L'IMPASSE. ACTUELLEMENT, UNE REPRISE DU DIALOGUE DEVRAIT DONC ETRE POSSIBLE. LA COMMISSION ATTEND D'ETRE CONTACTEE PAR LES MEMBRES DU GRULA A CETTE FIN.

### 3.8. ISTHME CENTRAMERICAIN

-----

A LA DEMANDE DES PAYS DE L'ISTHME (COSTA RICA, SALVADOR, HONDURAS, GUATEMALA, NICARAGUA ET PANAMA) LA COMMISSION A ACCUEILLI A BRUXELLES LES 13 ET 14 SEPTEMBRE UNE CONFERENCE SPECIALE DE LA BID (BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT) SUR LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'ISTHME. TOUS LES PAYS PARTICIPANTS DE LA BID ET DE NOMBREUSES AGENCES INTERNATIONALES ONT PARTICIPE AUX TRAVAUX.

LA CONFERENCE A ETE SUIVIE D'UNE RENCONTRE AVEC DES INSTITUTIONS FINANCIERES PRIVEES. LES CONSULTATIONS SERONT POURSUIVIES DE FACON MOINS FORMELLE A L'OCCASION DES REUNIONS ANNUELLES DES GOUVERNEURS : FMI ET BANQUE MONDIALE FIN SEPTEMBRE A WASHINGTON ET INTERAMERICAN DEVELOPMENT BANK EN URUGUAY FIN MARS 84. CETTE RENCONTRE A PERMIS UNE UTILE CLARIFICATION ET CONFRONTATION DES PROGRAMMES, TANT NATIONAUX QUE REGIONAUX, DES PAYS PARTICIPANTS ET DES PERSPECTIVES DE FINANCEMENT.

AU PLAN POLITIQUE, ON RETIENDRA SURTOUT :

- LA VOLONTE DES PAYS PARTICIPANTS - QUI ETAIENT REPRESENTES PAR UN PORTE-PAROLE UNIQUE- DE RENFORCER LEUR COOPERATION REGIONALE, EN DEBIT DES DIFFICULTES ECONOMIQUES QU'ILS RENCONTRENT ET DES AFFRONTLEMENTS QUI LES OPPOSENT
- LA DEMANDE DU NICARAGUA D'EXAMINER LES POSSIBILITES DE CONCLURE UN ACCORD DE COOPERATION AVEC LA COMMUNAUTE ET CELLE DU GUATEMALA DE BENEFICIER DE L'AIDE TECHNIQUE ET FINANCIERE.
- LA PART ACTIVE PRISE DANS LES DISCUSSIONS PAR LES DELEGATIONS DES ETATS-UNIS ET DU CANADA
- LE SILENCE DES EUROPEENS (A L'EXCEPTION D'UNE ALLOCUTION INTRODUCTIVE DE M. LOEFF) MOTIVE PRINCIPALEMENT PAR LEURS DIFFICULTES BUDGETAIRES ET ECONOMIQUES A ACCROITRE LEUR AIDE A CETTE REGION.

### 3.9. LIBAN : AIDE D'URGENCE

-----

SUITE AUX APPELS LANCES A LA COMMUNAUTE PAR LE GOUVERNEMENT LIBANAIS ET LA CROIX ROUGE INTERNATIONALE (CICR), UNE AIDE D'URGENCE DE 500.000 ECUS A ETE DECIDEE (250.000 ECUS AU CICR POUR SON PROGRAMME DE SECOURS, 250.000 ECUS A LA DELEGATION POUR LA FOURNITURE D'ALIMENTS ET PRODUITS D'HYGIENE AVEC LE CONCOURS D'ONG LOCALES).

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL  
COMEUR+  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B